



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 1<sup>er</sup> octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 août 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SIMER**

31 rue des Clavières  
86500 Montmorillon

Références : 2025 1193 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007203357

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement SIMER implanté Le Lira (case 232) 86270 Lésigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIMER
- Le Lira (case 232) 86270 Lésigny
- Code AIOT : 0007203357
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Lésigny est une petite installation soumise à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure respect de prescription	12 mois
2	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 2.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure respect de prescription	12 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure respect de prescription	12 mois
6	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2	Mise en demeure respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours
8	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.6	Mise en demeure respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La déchetterie de Lésigny est une installation vieillissante qui n'offre pas aux usagers toutes les meilleures conditions de sécurité et qui apparaît non conforme aux dispositions de l'arrêté du 27 mars 2012 susvisé sur plusieurs points. C'est dans ce cadre qu'un projet d'arrêté mettant en demeure le SIMER de mettre en conformité réglementaire cette déchetterie est proposé à monsieur le préfet de la Vienne.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle date du 3 juillet 2025. Il a été réalisé par le Bureau Alpes Contrôles au titre de la rubrique ICPE 2710 alinéas 1 et 2 et a ainsi fait l'objet de deux rapports en date du 18 août 2025, l'un sur les déchets dangereux (2710-1), l'autre sur les déchets non dangereux (2710-2). Relativement aux déchets dangereux, 7 non-conformités majeures ont été relevées, parmi lesquelles : déchets dangereux non entreposés dans un local dédié, caractère non étanche des aires de stockage et de manipulation des déchets, absence de cuvettes de rétention, absence de décanteur-déshuileur... Relativement aux déchets non dangereux, 4 non-conformités majeures ont été relevées parmi celles également relevées pour les déchets dangereux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra mettre en conformité ses installations et transmettre à l'inspection le rapport de contrôle complémentaire permettant de lever les non-conformités majeures ainsi que les justificatifs permettant de lever toutes les autres non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure respect de prescriptions
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 2 : Locaux d'entreposage et cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, points 2.2 et 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation – Aménagement
<b>Prescriptions contrôlées :</b>  Point 2.2 : « Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des batteries. [...] »  Point 2.7 : « Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit

être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. »

#### Constats :

Les déchets dangereux liquides (bidons, pots...) sont stockés dans des caisses, munies d'un film plastique et d'un couvercle, laissées à ciel ouvert (pas d'entreposage dans un local dédié) et à même le sol (lui-même non étanche).



#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En application du point 2.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, les déchets dangereux doivent être entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des batteries. L'exploitant doit se mettre en conformité avec les points 2.2 (local dédié) et 2.7 (cuvettes de rétention) de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012. Des photographies des dispositifs mis en place seront transmises à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation – Entretien

**Prescription contrôlée :**

« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. »
<b>Constats :</b>  Cette déchetterie ne dispose pas d'électricité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un plan de localisation des risques de 2025. Les différents risques (incendie, atmosphère explosive, risque de chute) y sont répertoriés tant au niveau des locaux que des cellules de stockage de déchets concernés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de localisation des risques fait aussi office de plan d'intervention des secours sur lequel est indiqué l'emplacement (1 dans le local du gardien, l'autre à l'extérieur) des 2 extincteurs présents sur le site. Le jour de la visite, l'un d'entre eux était absent pour cause de vol. L'exploitant a transmis le rapport annuel de vérification du 24 juin 2025 et de maintenance des extincteurs sans non conformités. Le poteau incendie le plus proche est localisé à environ 400 m du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra installer dans un délai d'une semaine maximum un second extincteur en remplacement de celui volé (il est proposé de le maintenir dans le local du gardien pour éviter des vols a priori récurrents). Un justificatif de ce remplacement sera transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant devra aussi, dans un délai d'un an maximum, se mettre en conformité avec le point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012, en ramenant la distance maximale du site à 200 m du premier poteau incendie disponible, ou si cette solution n'est techniquement pas possible, en disposant sur site d'un point d'eau, bassin ou citerne d'une capacité en rapport avec le risque à défendre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

#### N° 6 : Réseau de collecte

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.</p> <p>Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les surfaces du site de la déchetterie sont engravillonnées et donc non étanches, entraînant ainsi l'infiltration des eaux de ruissellement. Il n'y a donc pas de décanteur-déshuileur sur le site de cette déchetterie. Le local du gardien n'est pas muni de toilettes, il n'y a donc pas d'eaux</p>

résiduaire ni d'assainissement autonome sur ce site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra se mettre en conformité avec l'arrêté du 27 mars 2012, en procédant d'une part à la mise en place d'un revêtement étanche et incombustible au niveau des aires de stockage et de manutention des déchets, permettant de collecter les eaux pluviales, et d'autre part à l'aménagement d'un décanteur-déshuileur. L'exploitant transmettra les justificatifs des actions correctives menées à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un logigramme de janvier 2024 sur les consignes à suivre en cas de déversement accidentel. Des produits absorbants sont normalement présents sur site mais ils n'ont pu être trouvés le jour de la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> En l'absence de revêtement étanche et de décanteur-déshuileur sur le site de la déchetterie, l'exploitant devra s'assurer a minima de la présence de produits absorbants en quantité adaptée sur le site et transmettre un justificatif de cette présence à l'inspection sous huit jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours



**N° 8 : Prévention des chutes et collisions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les piétons circulent de manière sécurisée entre les zones de dépôts de déchets. [...] »
<b>Constats :</b> Le site de la déchetterie de Lésigny comporte des bennes accessibles via un escalier non sécurisé. 
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra se mettre en conformité avec l'arrêté du 27 mars 2012, en procédant à la mise en sécurité de l'accès à toutes les bennes présentes sur le site. L'exploitant transmettra les justificatifs des actions correctives menées à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois